

JUIN



Guillaume Denglos

Le maréchal africain

MINISTÈRE
DES ARMÉES

Belin

Juin

Cet ouvrage est coédité avec le Ministère des armées, secrétariat général pour l'administration,
direction des patrimoines, de la mémoire et des archives.

Guillaume Denglos

Juin
Le maréchal africain

Belin:

En couverture : Le maréchal Juin en 1954. © Yousuf Karsh/CAMERAPRESS/
GAMMA-RAPHO.

La Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) est une direction du ministère des armées, placée sous l'autorité du secrétaire général de ce ministère. La DPMA a notamment en charge la politique culturelle du ministère au travers des collections de ses musées, de ses services d'archives et de ses bibliothèques. Elle détermine et finance les actions nécessaires à la gestion et à la valorisation de ce riche patrimoine. C'est dans cette perspective que la DPMA développe également une politique de publication et de soutien aux productions audiovisuelles permettant à un large public de découvrir l'histoire et le patrimoine du ministère des armées.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » [article L. 122-5] ; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Éditions Belin/Humensis et Ministère des armées, Paris, 2018
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

ISBN 978-2-410-01359-7

Introduction

Le maréchal Juin est une figure à part dans le Panthéon militaire de la France du XX^e siècle. Fils d'une famille modeste élevé dans un quartier populaire de Constantine, le jeune Alphonse Juin a franchi brillamment toutes les étapes du *cursus honorum* de la méritocratie républicaine pour accéder au sommet de la hiérarchie militaire. Le célèbre adage attribué à Louis XVIII, affirmant que « tout soldat porte dans sa giberne un bâton de maréchal » pourrait être cité ici fort à propos. De sa sortie comme major de sa promotion à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1912 jusqu'à son élévation à la dignité de maréchal de France en 1952, Juin a multiplié les postes et les honneurs les plus prestigieux : chef de l'état-major général de la défense nationale (1944-1947), résident général au Maroc (1947-1951), commandant en chef des forces terrestres alliées du secteur Centre-Europe de l'OTAN (1951-1953), élu à l'Académie française en 1953. Dix ans auparavant, ses succès dans la campagne de Tunisie puis en Italie à la tête du Corps expéditionnaire français (CEF), l'avaient déjà fait entrer dans l'histoire par la grande porte. Sa réussite sociale, Alphonse Juin en fut toujours fier. Il ne se priva pas de la rappeler à l'assistance venue l'accueillir lors de son arrivée en grande pompe à Casablanca peu après sa nomination comme résident général au Maroc le 28 mai 1947 :

Je suis un soldat. Je n'ai jamais manifesté des opinions et encore moins depuis que j'ai le droit de les exprimer dans un bulletin de

vote secret. Mais mon origine compte. Je suis d'une humble origine. Il y a peut-être très peu de gens de ce pays qui peuvent se targuer d'une origine aussi humble que la mienne. J'ai été sur les bancs de l'école primaire et mon père n'a jamais gagné plus de 80 frs par mois. Ma mère était une ouvrière, mon grand-père gardien de phare. Ce que je suis devenu c'est grâce aux libéralités de la République. Ceci pour moi impose une conscience¹.

Cette image d'un « soldat » d'origine modeste, un modèle d'officier républicain de la « grande muette » qui revendique son apolitisme ne doit cependant pas masquer une carrière marquée par une importante sélection mémorielle. La figure du maréchal Juin a longtemps été partagée entre une légende dorée et une légende noire. La première a porté aux nues son génie militaire grâce à la victoire du Garigliano, qui ouvre la route de Rome aux Alliés en mai 1944. La légende noire s'entremêle entre le passé vichyste, la déposition ratée du sultan du Maroc Sidi Mohamed Ben Youssef, le torpillage de la Communauté européenne de défense, et la rupture avec le général de Gaulle durant la guerre d'Algérie. C'est un fait, Alphonse Juin demeure encore aujourd'hui un personnage clivant des deux côtés de la Méditerranée.

Ce clivage se retrouve lorsqu'on s'attarde sur les travaux qui se sont intéressés à la vie du maréchal. Des années soixante aux années quatre-vingt, deux traditions historiographiques se sont affrontées. Ses deux premiers biographes, René Chambe et Bernard Pujo (son ancien aide de camp), ont axé leur récit sur le général vainqueur pendant la Seconde Guerre mondiale. On peut affirmer sans risque, surtout dans le cas de Chambe, que la description épique des faits d'armes l'emporte sur l'analyse. La biographie-hagiographie de ce dernier, intitulée *Le maréchal Juin, duc du Garigliano*, parue un an après la mort du maréchal, traite très largement de la campagne d'Italie. De tonalité lyrique, la forme est celle d'une épopée moderne. *Juin, maréchal de France* est une biographie rédigée en 1988 par Bernard Pujo. C'est la première publication qui prenne en compte des documents d'archives. Cependant, son contenu nous offre, à quelques détails près, un argumentaire identique aux explications données

par Juin dans ses *Mémoires* publiés en 1960. Ces deux biographies ont un trait en commun : elles déterminent une entrée officielle dans la grande histoire à partir de 1940.

A contrario, dans la lignée des critiques émises par François Mauriac à l'égard de sa politique marocaine durant la décolonisation, l'historiographie française sur le Maghreb contemporain n'a guère épargné Juin en fixant sur sa personne l'image d'un colonialiste conservateur, obtus et peu imaginatif. Charles-André Julien a dressé un portrait à charge du résident général Juin dans *Le Maroc face aux impérialismes*² dès 1975. Un autre acteur engagé pour l'indépendance du Maroc, le docteur Guy Delanoë, a publié lui aussi un réquisitoire sévère dans son recueil de documents intitulé *Lyautey, Juin, Mohammed V, fin d'un protectorat*³. Les historiens Stéphane Bernard et Georges Oved ont également critiqué sa politique au Maroc dans leurs travaux sur *Le conflit franco-marocain*⁴, et sur *La gauche française et le nationalisme marocain*⁵. Quant à la doxa véhiculée par la monarchie marocaine, elle est des plus négatives, avec toutefois la particularité d'une écriture de la crise finale du protectorat orientée par le prisme de la « Révolution du Roi et du peuple »⁶. L'arrivée de Juin à la résidence est perçue comme l'avènement du « despotisme botté »⁷, où se mène une « politique d'humiliation à l'égard du souverain, usant de procédés de basse police et ne reculant devant aucun moyen (tracts mensongers, complots de palais...) ». Ces commentaires extraits du sixième volume de la très officielle collection du *Mémorial du Maroc*, publié en 1984, reflètent assez bien le ressentiment général dans ce pays : Juin est l'un des ennemis les plus acharnés du « Père de l'indépendance », le sultan Sidi Mohamed, futur roi Mohamed V. Il faut attendre le milieu des années quatre-vingt-dix pour que la recherche universitaire s'intéresse au maréchal. Les travaux de Philippe Vial, puis de Frédéric Turpin, Julie Le Gac et de Jean-Christophe Notin ont renouvelé notre vision de Juin comme chef de guerre en Italie, ainsi que sur ces relations tumultueuses avec la classe politique de la IV^e République.

Ce livre a pour objet, non pas de minimiser l'importance de la Seconde Guerre mondiale dans la carrière de Juin, mais de remettre en perspective historique des aspects méconnus et néanmoins fondamentaux de son parcours. Juin demeure un témoin privilégié de la transformation de l'Afrique du Nord française vers le Maghreb. L'Empire – ici l'Algérie, le Maroc et la Tunisie – constitue à coup sûr le véritable « fil rouge » du personnage. Une première preuve de cet attachement provient de la quantité de brochures et de livres rédigés de la main même du maréchal. Ces derniers traitent presque tous à des degrés divers des problématiques nord-africaines. En 1919, il relate avec l'« Historique succinct du 1^{er} régiment de tirailleurs marocains » son expérience sur le front de la Grande Guerre en tant que sous-officier dans des troupes marocaines. Peu après la guerre du Rif, il synthétise son souvenir des combats contre Mohamed Ben Abdelkrim el-Khattabi dans deux articles de la *Revue militaire française*. Il faut néanmoins attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour qu'il reprenne la plume. En 1957, dans son premier livre *Le Maghreb en feu*, Juin expose son analyse sur les « événements » algériens, et sur les indépendances récentes du Maroc et de la Tunisie. Ses *Mémoires* publiés en 1959 et 1960 retracent sa carrière, des débuts de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin de son commandement à l'OTAN, en intégrant son expérience en tant que résident général à Rabat. Ces deux volumes demeurent une source importante, car ils fixent le roman historique personnel de Juin. La publication peu après de *Je suis soldat*, petit livre intime où il relate sa jeunesse et sa vocation militaire, complète le contenu des *Mémoires*. Suivent deux autres ouvrages en 1962 : *La campagne d'Italie*, où sont détaillés les combats menés par le CEF, et *C'étaient nos frères*, un roman lyrique, sorte de chant funèbre en l'honneur de l'Algérie française. Avec Amar Naroun, il signe *La France en Algérie, histoire parallèle* en 1963 avant d'écrire un an plus tard *Trois siècles d'obéissance militaire*, éloge de la vertu de la soumission des militaires au pouvoir politique. Il s'y justifie autant d'avoir obéi pendant la période de Vichy que de ne pas avoir cédé aux sirènes des complots en faveur de l'Algérie française entre 1960 et 1962. Dans les ouvrages publiés

sous son nom après 1957 se devine en filigrane sa conception de la présence française en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord, qu'il considère comme légitime. Juin n'a de cesse alors non seulement de célébrer les vertus militaires, mais aussi de souligner les déchirements personnels qu'elles impliquent.

Pour faire la part des choses entre la légende dorée et la légende noire qui imprègnent la mémoire du maréchal et en comprendre les mécanismes, de nombreuses archives ont été consultées. En France, la déclassification des documents conservés au Service historique de la Défense, aux Archives nationales, aux archives diplomatiques de La Courneuve, et aux archives diplomatiques de Nantes permet aujourd'hui de visiter sous un angle nouveau le rapport charnel que Juin entretient avec l'Afrique du Nord, «son pays», pour reprendre ses propres termes. À l'étranger, nous avons pu consulter les documents du haut-commissariat de la zone nord du Maroc contrôlée par l'Espagne aux Archivos generales de la Administración à Alcalá de Henares, permettant de croiser le point de vue français avec celui du régime franquiste sur la question marocaine, et d'examiner la politique de force de Juin à l'encontre du sultan en janvier-février 1951. À Rabat, le nouveau centre des Archives du Maroc, accessible au public depuis juin 2013, contient un corpus inédit digne d'intérêt. Pour la documentation concernant la politique étrangère des États-Unis, nous avons consulté aux archives de La Courneuve les papiers diplomatiques édités par le département d'État pour les années 1942, et 1947-1954. Signalons enfin l'apport important d'un fonds privé inédit avec les documents de Léon Marchal, ancien délégué à la résidence de Juin, mis gracieusement à disposition par sa famille. Riche de sa correspondance, de ses notes personnelles et d'une iconographie originale, ce fonds permet un éclairage nouveau sur la ligne politique suivie par le résident général Juin face à la montée du nationalisme marocain.

Le dépouillement de ce corpus permet d'appréhender Alphonse Juin comme la figure majeure des réseaux politiques et militaires ayant pour intérêt de conserver l'empire. Au contraire d'un Charles de Gaulle ou d'un de Lattre, Juin fut bien plus marqué par le soleil,

la poudre et le sable du sud de la Méditerranée que par l'horizon de la ligne bleue des Vosges. Cet attachement aux problématiques nord-africaines mérite d'être réinterrogé et impose de nouveaux angles d'études. « L'avant 1940 » a été, jusqu'ici, peu traité. Élève de Lyautey, Juin a souvent été accusé d'avoir dévoyé l'héritage colonial de son maître. Qu'en est-il vraiment ? Quel a été son degré d'adhésion au régime de Vichy, ainsi que sa part de responsabilité dans le retour de la France au combat après 1942 ? Quel a été son rôle dans la crise franco-marocaine des années 1944-1955 qui conduira le pays à son indépendance ? Comment ses relations avec de Gaulle ont-elles évolué de leur passage à Saint-Cyr jusqu'à la fin du conflit algérien ? Cette histoire *d'un militaire* se doit d'être connectée aux résistances politiques et armées à la colonisation. En somme, faire le récit de la carrière nord-africaine du maréchal Juin revient presque à faire l'histoire de l'Afrique du Nord française de 1888 à 1962. Le point de vue des colonisés vis-à-vis de la figure du « dernier maréchal d'empire » nous semble donc aussi essentiel à appréhender. Ce livre n'est ni une hagiographie, ni une analyse à charge, mais une tentative d'écriture d'une histoire partagée par les deux rives de la Méditerranée.

Chapitre premier

Un enfant du Constantinois, bastion de l'Algérie coloniale

L'Algérie colle à la peau d'Alphonse Juin. Il l'avouera d'ailleurs lui-même à son aide de camp en mai 1954 en regardant sur le rocher du Sidi M'Sid le coucher de soleil surplombant Constantine : « regardez, comme il est beau mon pays¹ » ! Transparaît ici un attachement viscéral à sa terre natale, et à la ville de Constantine en particulier. Car c'est bien dans le contexte social et politique de l'Est algérien, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, que sa vocation militaire s'est matérialisée. Si son milieu familial et son parcours scolaire sont pour beaucoup dans le choix du métier des armes, son imaginaire colonial s'est forgé auprès des mythes et des personnages fondateurs de l'Algérie française. Cette phrase illustre donc la trame de fond de la vie du maréchal et de ses liens intimes avec l'empire colonial français.

Une jeunesse algérienne

Alphonse-Pierre Juin est né le 16 décembre 1888 dans le Constantinois, à Bône (aujourd'hui Annaba), le troisième grand port de l'Algérie coloniale à environ 80 kilomètres de la frontière tunisienne. Son acte de naissance précise que l'accouchement eut lieu « au domicile de son aïeul [...] à onze heures du matin », en présence

de son grand-père Pascal Salini, «gendarme en retraite, de Ferré (Guillaume) âgé de trente-cinq ans et de La Goutte (David) âgé de quarante-sept ans, tous deux gendarmes à pied à Bône²». Son père n'est donc pas présent, nous l'imaginons en service. C'est à Constantine qu'Alphonse-Pierre passe toute son enfance et sa scolarité. Les Juin logent à la caserne de la gendarmerie de Constantine, place de la Pyramide, avec leur fils unique, dont le «comportement de bébé irascible et braillard³» incommode paraît-il les voisins, provoquant «les réflexions parfois désagréables [...] d'un adjudant célibataire». Dans sa famille, le métier des armes remonte à deux générations. Son grand-père maternel, le brigadier Pascal Salini, est originaire d'Ucciani à 28 kilomètres d'Ajaccio. Il est arrivé en Algérie comme jeune soldat en 1871, puis est affecté durant quinze ans dans la garde républicaine avant d'entrer dans la gendarmerie algérienne. Il termine sa carrière au service des phares et balises, l'année de la naissance de son petit-fils, précisément au phare du Cap Rosa à proximité de La Calle (El-Kala).

Le père d'Alphonse, Victor Juin, est originaire du village de Saint-Denis, situé à une vingtaine de kilomètres de Niort. Son engagement lui fait découvrir l'Algérie. Après avoir passé quinze ans sous les drapeaux et gagné ses galons de sous-officier, il obtient d'entrer dans la gendarmerie à la 1^{re} brigade à pied de Constantine. Redevenu civil, il occupe la situation d'appariteur au tribunal de commerce. Pascal Salini et Victor Juin ont donc suivi des parcours types de sous-officiers sortis du rang à qui le statut de la colonie offre de faire carrière, puis de s'insérer dans la vie civile sur place. Sa mère, Précieuse Salini, a dix-huit ans lorsqu'elle se marie avec Victor Juin, de quatorze ans son aîné. «Sans profession⁴» à la naissance de son fils, elle doit ensuite effectuer à domicile des travaux de couture afin de subvenir à ses frais de scolarité⁵. Alphonse Juin conserva pendant toute son existence une foi «traditionnelle, et conventionnelle⁶». Peut-on pour autant parler d'un «officier chrétien», au sens où sa vie serait inspirée par une réflexion théologique⁷? Philippe Vial évoque plutôt la «foi du charbonnier⁸», apprise, reçue, mais dénuée d'interrogations spéculatives. Il n'empêche que l'enfant est éduqué

à l'école publique, «à la laïque», mots dans lesquels on ne discerne chez lui ni ironie ni mauvais souvenir. Bernard Pujo a beau mentionner que «dans le milieu où il vit, il entend [...] plus souvent parler d'histoires de combats et de campagnes que de politique⁹», on déduit pourtant que les parents devaient être enclins à quelque sympathie républicaine, comme la majorité des Français d'Algérie¹⁰. De plus, une revendication royaliste ou bonapartiste est difficile à concevoir pour une famille avec un grand-père garde républicain mobile. Le maréchal sorti du rang se situe donc à l'évidence hors des tendances monarchistes notoires de Lyautey ou du jeune Charles de Gaulle, ainsi que des hautes traditions militaires familiales de Leclerc ou de De Lattre.

Un tour d'horizon de l'histoire récente de Constantine permet de saisir l'univers sociologique et mental qui l'environne tout au long de sa jeunesse. Quasi indépendant, cet ancien beylicat ottoman fut conquis le 13 octobre 1837, après un siège acharné mené par les généraux Valée et Damrémont. Ce dernier y trouva la mort, commémorée par un monument pyramidal élevé en 1842¹¹, à l'endroit même où le général fut tué, et qui donna son nom à la place où fut ultérieurement édifiée la caserne de la gendarmerie où Juin était domicilié. Constantine, c'est avant tout un relief escarpé. La vieille ville est située sur un piton rocheux, encerclé aux trois-quarts par les profondes gorges du Rummel. Elle est reliée à la «terre ferme» par six ponts, dont celui de Sidi Rached, long de 247 mètres, ou du Sidi M'Cid, qui surplombe les gorges à 200 mètres de hauteur. Le quartier musulman se situe dans la vieille ville, dans un espace compris entre le pont de Sidi Rached, la place de la Brèche, et la Médersa. Les Européens logent majoritairement dans les quartiers construits après la conquête, qui s'étendent sur la colline et la vallée alentour, comme le quartier Bellevue ou les faubourgs Gallieni. Juin a vécu entre la place de la Pyramide et la prison du quartier du Coudiat, situé entre le centre-ville, le quartier Saint-Jean, le Bellevue et la caserne du Bardo.

L'originalité démographique de la ville tient au poids important de la communauté israélite. Depuis le décret Crémieux du

24 octobre 1870, les 14 000 Algériens de confession juive ont d'office accédé à la citoyenneté, ils sont inclus parmi les Français. Quelles étaient les relations entre les communautés ? La répression des dernières révoltes et la mise en place du régime civil en mars 1870 ont définitivement assuré la mainmise des Européens sur la région. La législation dite « Code de l'indigénat » a figé en 1881 le statut des musulmans dans la société coloniale. Ils sont considérés non comme des citoyens, mais comme des sujets français. Si la majorité des Européens sont loin de venir d'un milieu aisé (Alphonse Juin en est un exemple), il existe malgré tout chez eux un net sentiment de supériorité vis-à-vis des « Arabes ». On peut se connaître, on peut se côtoyer, mais jamais on ne se mélange et les mariages mixtes sont quasi inexistantes. Si Alphonse Juin a appris dans sa jeunesse l'arabe dialectal au contact des enfants musulmans de son quartier¹², il était culturellement difficile pour lui de voir en eux des égaux. Constantine connaît alors une violente poussée antisémite, à l'instar d'Alger et d'Oran¹³. En 1895, une « ligue anti-juive » se constitue, avant que les électeurs n'élisent un an plus tard un maire « anti-juif ». Le retour à l'ordre républicain à partir des années 1900 n'efface pas pour autant les traumatismes durables laissés au sein de la communauté israélite. L'équilibre entre les communautés est donc fragile et peut basculer dans des poussées de fièvre violentes.

On comprend mieux dans ce contexte la forte présence de l'armée dans la ville. Constantine est en effet une cité particulièrement marquée par la culture militaire, « ville-garnison » de l'Armée d'Afrique, possédant d'importantes casernes situées depuis 1866 sur le plateau de Monsourah, et qui accueille, entre autres, le 3^e régiment de chasseurs d'Afrique¹⁴. Le quartier de la Casbah est exclusivement réservé aux militaires. L'un des régiments les plus célèbres, le 3^e régiment de zouaves, occupe trois casernes avec un hôpital, une manutention et un arsenal. D'autres sont également installés dans la ville, comme le 3^e régiment de tirailleurs algériens¹⁵. Enfin, un autre important foyer militaire se trouve près de la place de la Brèche. Cette présence de l'armée dans l'espace public a bien

évidemment un impact important sur les populations constantinoises. Ces troupes sont chargées du maintien de l'ordre dans la ville et dans une région longtemps rebelle à l'autorité coloniale. Les revues militaires se déroulent ainsi régulièrement sur la place de la Brèche, agrémentées par la musique des régiments. La pyramide n'est pas le seul monument à commémorer la prise de la ville. Au sommet du quartier militaire de la Casbah, un « tombeau des Braves », construit en 1852 et financé par l'armée et la population civile, recueille les restes de « Combes, Vieux et Sérigny », les compagnons d'armes de Damrémont morts au combat. Enfin, les noms des rues complètent ce dispositif mémoriel en rendant hommage aux régiments ayant participé aux opérations de la conquête : impasse du 23^e de ligne, boulevard du 3^e groupe d'artillerie, rue du 3^e chasseurs d'Afrique, du 7^e tirailleurs... En bref, Constantine rappelle aux « indigènes » vaincus le nom et les exploits de leurs vainqueurs, par les récits magnifiés des faits d'armes de la conquête par Bugeaud, Damrémont, Lamoricière ou Saint-Arnaud. Cet imaginaire va profondément marquer Juin. On touche ici aux « fondamentaux » de sa personnalité : une culture militaire « pied-noir » bien affirmée dont il ne se départira jamais.

Fils et petit-fils de gendarmes

Le fait qu'Alphonse Juin soit à la fois fils et petit-fils de gendarmes constitue un élément déterminant dans l'élaboration de sa vision du monde et de son choix pour le métier des armes. La gendarmerie a joué un rôle éminent dans la mise en place de l'ordre colonial en Algérie. Elle est présente dès le début de la conquête en 1830 et agit en tant que force publique du corps expéditionnaire. Elle est le « bras armé de l'État¹⁶ » et dépend du ministère de la Guerre. C'est pourtant l'administration civile (autorités administratives et judiciaires) qui a favorisé son développement. Sous le Second Empire, les Bureaux arabes, structures chargées du renseignement militaire en vue de créer des moyens d'administration de la colonie, se « passent de l'aide de la gendarmerie dont ils redoutent même l'indépendance¹⁷ ». La situation évolue singulièrement avec la

proclamation de la Troisième République. La fin du « royaume arabe » théorisé par Napoléon III et la mise en place d'un régime civil en 1870 actent le triomphe des colons et la reprise des confiscations des terres agricoles. Il s'ensuit à partir de cette date le renforcement d'une activité désormais au service de la colonisation. On retiendra le témoignage de l'écrivain Jules Roy, né en 1907 dans le bled, selon lequel « les indigènes nous craignaient à cause des gendarmes, et nous craignions les indigènes¹⁸ ». Si le cadre juridique de la gendarmerie se veut le même qu'en métropole, ses missions sont en fait plus diversifiées, notamment en ce qui concerne la police militaire. Le service y est aussi beaucoup plus difficile à exercer : difficulté du climat, maladies, violence des rapports sociaux, barrière des langues ont longtemps été un frein au recrutement. Les problèmes du logement des familles de gendarmes sont récurrents. Certes, l'article 181 du décret du 1^{er} mars 1854 préconise que « les commandants de compagnies visitent les casernes, et voient [...] si le logement de chaque homme est convenable et choisi en raison des besoins de famille¹⁹ ». Les mauvaises conditions sanitaires dans les bâtiments conditionnent certainement le nombre important de démissions. La situation ne s'améliorera pas réellement avant la fin du XIX^e siècle. La caserne où Alphonse Juin passe une partie de son enfance n'est inaugurée qu'en 1875. Malgré ces problèmes, le casernement a un avantage : la solde est faible mais le logement est gratuit, dans un contexte où les loyers sont élevés. En 1869, un gendarme à pied gagne 962 francs par an et un brigadier 1 098 francs. Bien que d'autres sources de revenus soient possibles au cours du service, ces sommes paraissent bien insuffisantes pour vivre décemment²⁰. Évoquant la médaille militaire de son père, Juin indique qu'il touchait une solde de 100 francs par mois pour une telle décoration, qui, dit-il, demeure symbolique²¹. Pour étalonner ces chiffres, rappelons que sa mère doit effectuer des travaux de couture à domicile afin de subvenir aux besoins de la famille.

Un gendarme, lors de son engagement, doit avoir entre 25 et 40 ans, savoir lire et écrire correctement, mesurer au moins « 1 mètre et 732 millimètres », et produire des « attestations légales d'une

bonne conduite soutenue²²». Comme le père et le grand-père d'Alphonse Juin, la majorité des gendarmes sont d'anciens soldats qui trouvaient ainsi un moyen de rester dans le pays... et d'échapper à une condition d'agriculteur ou d'ouvrier. Insistons sur le fait de savoir lire et écrire comme conditions d'engagement. Pascal Salini et Victor Juin sont d'origine rurale mais ils ont, chacun de leur côté, eu accès à l'éducation (avant donc les lois Ferry de 1881 et de 1882 établissant l'obligation et la gratuité de l'instruction). On peut finalement fixer le prototype du gendarme d'Afrique : un homme souvent issu de l'armée, alphabétisé, et qui a choisi de s'implanter durablement dans la région colonisée. Tout cela en dépit des difficultés de la vie quotidienne dans un territoire où l'insécurité est encore importante. Un homme de modeste condition, travailleur, et ayant bien intégré les valeurs du système colonial. Les gendarmes ne sont-ils pas, *in fine*, chargés de maintenir cet ordre en place au moins depuis 1870 ?

Le jeune Alphonse Juin demeure attaché au souvenir de sa mère, qui sait « contrebalancer ce que son mari devait mettre de raideur et de brusquerie dans ses rapports avec son fils²³ ». Bernard Pujo raconte ainsi que Victor Juin n'hésita pas à mettre son enfant en cellule, après qu'il eût été arrêté – par les gendarmes évidemment ! – pour « avoir commis quelque méfait sur la voie publique », dont rien n'a jamais été dit. Sa mère l'en fait sortir au prix d'une grande colère à l'encontre de la sévérité de son mari. Juin n'a que peu évoqué le souvenir paternel, notamment dans *Je suis soldat*, où il écrit : « mon père, vieux soldat et ancien sous-officier d'infanterie devenu gendarme, [...] avait toujours borné son ambition pour son fils à le voir accéder à l'épaulette », pour ajouter qu'il lui « avait même chaudement recommandé » de faire la carrière des armes²⁴. Si leurs relations durent être parfois tendues, elles s'améliorèrent au fil du temps et de la progression de sa carrière militaire. Ainsi Victor Juin entreprend des démarches auprès du ministère de la Guerre en mars 1910 pour que son fils obtienne « une bourse entière avec trousseau », dans l'optique d'intégrer l'École spéciale militaire de Saint-Cyr sept mois plus tard²⁵. Cet attachement discret mais réel à

la figure paternelle est confirmé dans une lettre manuscrite adressée au maréchal Lyautey le 6 décembre 1932²⁶. Juin occupe alors la charge de chef du cabinet militaire du résident général au Maroc, Lucien Saint, il s'excuse du retard de sa réponse: «J'ai dû dès mon retour à Rabat me rendre en Algérie, affolé par mon père qui m'avait donné de sérieuses inquiétudes cet été du côté de son état de santé. Je l'ai trouvé un peu mieux encore que bien marqué. Ma présence auprès de lui pendant quelques jours lui a été un précieux réconfort.»

Les fiertés réciproques du père et du fils ressortent aussi dans ce discours public prononcé le 1^{er} mai 1954, pendant une réception donnée par l'Association des médaillés militaires, où Juin relate :

Mon enfance a été bercée par le mirage de la Médaille militaire. Quand mon père, qui était un vieux soldat, l'a reçue, je me souviens que ce fut une grande fête dans la famille. [...] Il avait une seule ambition pour moi, son fils, c'était de me voir gagner l'épaulette d'officier. C'était pour lui, qui avait servi toute sa vie dans la troupe, la récompense suprême, le symbole de mon accession à une classe sociale supérieure. [...] Du maigre héritage que m'a légué mon père, il ne m'est resté qu'une chose: c'est sa Médaille militaire. Et dans les grands jours, quand je dois porter une décoration, c'est celle-là avec son vieux ruban fané, que je choisis²⁷.

Alphonse Juin a aussi évoqué d'autres souvenirs. Il note des moments de réel bonheur durant les vacances d'été au phare du Cap Rosa, entre Bône et La Calle, de juillet à octobre, loin du confinement de Constantine. Son grand-père maternel y est affecté, il l'accueillera chaque année jusqu'à l'âge de seize ans. La mer exerce sur lui «une véritable fascination [...], ses yeux se sont ouverts sur l'univers le plus propre à inspirer et à fortifier chez un enfant le sentiment physique de la nature²⁸». Les cinq premières pages (sur seize) du premier chapitre de *Je suis soldat* sont en tout cas entièrement consacrées à décrire, dans un style empreint d'une nostalgie toujours lyrique, ce «royaume féerique²⁹»... Dans l'esquisse de ce portrait, on a donc signalé incidemment qu'il fut un bébé «braillard

et dérangeant», puis un adolescent rebelle et batailleur dans une ville fortement marquée par l'armée. Puis vient une vocation frustrée de marin, avec ce que cela induit comme imaginaire de voyages, d'aventures et de liberté. Un père gendarme autoritaire, des conditions de vie modestes et des vacances passées dans un environnement naturel sauvage le prédisposaient-ils obligatoirement à une future carrière militaire ? Si l'on en croit Juin lui-même, en plus de la pression paternelle, ce sont surtout les circonstances dues à sa scolarité qui l'ont poussé au métier des armes.

Un parcours scolaire sans faute

Alphonse Juin est un pur produit de la méritocratie scolaire de la Troisième République. Ce constat doit cependant être mis sous l'éclairage de la situation particulière de l'école en Algérie. Les lois scolaires du 16 juin 1881 et du 28 mars 1882, dites lois Ferry, deviennent effectives dans la colonie à la suite du décret du 13 février 1883. Pour Charles-Robert Ageron, c'est « la première fois depuis la Troisième République, [que] les bases d'un enseignement primaire gratuit et obligatoire, ouvert aux Indigènes » sont posées³⁰. Cependant, l'application du décret se révèle bien difficile à adapter au contexte algérien, malgré la volonté manifeste des républicains les plus libéraux d'élargir la scolarisation des Européens comme celle des musulmans. Cette politique va en fin de compte se révéler être d'une grande ambiguïté, car, dans la pratique, « l'école apparaît comme l'instrument de choix dans la politique de domination coloniale³¹ ». On comprend aisément qu'Alphonse Juin ait une vraie chance de progresser dans la hiérarchie sociale grâce au mérite scolaire, ce qui est moins le cas de ses (rares) camarades musulmans³². En observant une photo de classe à l'école communale en 1895, on ne compte que deux enfants musulmans sur 37 élèves³³.

Si les programmes des enseignements dispensés aux Européens sont en grande partie calqués sur ceux de la métropole, l'éducation des musulmans n'est le plus souvent envisagée que dans un but pratique : améliorer en qualité la future main-d'œuvre indispensable aux colons³⁴. À bien des égards, l'application des lois Ferry se révèle

un processus contradictoire, avec une volonté d'assimilation affichée dans un cadre colonial ségrégationniste. La scolarisation des Algériens musulmans est donc bel et bien un échec. En 1889, à peine 2 % des enfants musulmans en âge d'être scolarisés ont accès à l'école en regard de 84 % des enfants européens³⁵. Malgré les efforts du recteur Charles Jeanmaire³⁶, en 1894, l'année où Juin entre dans le système scolaire, l'effectif des enfants sous statut indigène inscrits en primaire est de 16 794 élèves sur tout le territoire algérien. La mise en place de « l'école gratuite, laïque et obligatoire » est marquée par une vive opposition des municipalités et des conseils généraux dès qu'il s'agit d'élargir l'enseignement aux indigènes, notamment pour des raisons budgétaires. L'ascension remarquable d'un élève d'origine modeste comme Alphonse Juin a donc été permise par les lois Ferry, qui ont singulièrement amélioré la scolarité des Européens. Mais un tel parcours s'est effectué dans le cadre d'un système scolaire à deux vitesses, où l'élève européen, riche ou modeste, a infiniment plus de chances de s'en sortir que ses camarades musulmans.

Sa scolarité commence à l'âge de 6 ans à l'école communale de la rue Petit, plus connue sous le nom d'école « Franchi ». Élève brillant, bien qu'ayant « l'art de se battre dans la rue », il est remarqué par ses instituteurs, dont la figure la plus marquante fut M. Stodel, qui lui enseigne le calcul avec des « méthodes vigoureuses³⁷ ». Il obtient à 12 ans son certificat d'études et entre en sixième grâce « aux libéralités de la République³⁸ ». Une bourse d'études lui est octroyée.

Construit au ras des gorges du Rummel, au pied de la casbah et non loin de la synagogue, le lycée national de garçons de Constantine est le fruit de la fusion du collège communal avec le collège arabe-français souhaité jadis par Napoléon III³⁹. Il fait pour cela une place à la langue arabe et accueille alors 416 élèves. Il est donc certain qu'en plus de l'arabe dialectal, Juin maîtrise à cette époque les bases de l'arabe classique. Ce qu'atteste sa feuille de notes du 15 septembre 1912⁴⁰, à la fin de sa formation à Saint-Cyr, signalant qu'il « parle et écrit couramment l'anglais et l'arabe ». Même si en mai 1922, lors d'un stage en Tunisie, il n'obtient le

certificat d'arabe du 1^{er} degré qu'avec la mention « Bien ». Soit quand même 15/20 ! On peut mesurer l'honneur qui lui a été fait d'intégrer ce lycée, alors qu'il vient d'une école d'un quartier périphérique. Quand il obtient un baccalauréat ès sciences, son rêve est alors d'entrer dans la Marine. Un malencontreux concours de circonstances dû à son entrée tardive au lycée, et au fait qu'il soit né au mois de décembre, va l'empêcher d'être admis successivement à l'École navale, puis à l'École polytechnique⁴¹. Sur le conseil de son père, il choisit donc une voie plus sûre. Il est admissible au cours préparatoire à Saint-Cyr du lycée d'Alger en 1909, classé 7^e sur 209 reçus pour 800 candidats. Ses brillants résultats scolaires lui offrent la chance de devenir un futur officier. Cette chance unique de changer de dimension et de statut social, Alphonse Juin allait la saisir à l'École de Saint-Cyr.

Major de la Promotion de Fez

Suite à ce succès, Juin doit effectuer un an de service militaire comme deuxième classe au 1^{er} régiment de zouaves à Alger⁴². Il s'engage en octobre 1909 et gagne ses galons de caporal, puis de sergent. Il entre, enfin, à Saint-Cyr le 15 octobre 1910 en tant qu'aspirant à l'âge de 21 ans. C'est aussi la première fois qu'il découvre la France métropolitaine. Il va côtoyer durant cette période d'autres futures personnalités illustres : Jean de Lattre de Tassigny⁴³, Charles de Gaulle ou Antoine Béthouart. Mais c'est lui, le fils de gendarme, qui eut les meilleurs résultats... Entre 1870 et 1914, la « position de l'officier issu de Saint-Cyr reste globalement celle d'une élite⁴⁴ ». Intégrer Saint-Cyr, c'est s'ouvrir une nouvelle « voie royale » pour une promotion sociale, voire la gloire militaire. La promotion de Juin est la 94^e de l'école. Elle est baptisée le 12 juillet 1911 « Promotion de Fez » durant la traditionnelle cérémonie du « Triomphe⁴⁵ ». Deux mois auparavant, l'armée française est parvenue à pénétrer dans la ville, où s'est réfugié le sultan Moulay Hafid poursuivi par les tribus berbères qui le menacent. Ce nom de Fez apparaît à bien des égards comme prémonitoire pour l'homme qui devint trois décennies plus tard résident général de France au Maroc.

Ils sont donc 211, parmi lesquels sept étrangers, à franchir la grande porte grillagée de l'École. Juin devient très vite le secrétaire de la promotion. Au bout d'un an, il se classe premier et ne quittera plus cette place, recevant « du major des anciens le drapeau de Saint-Cyr⁴⁶ ». Il est promu sous-lieutenant le 1^{er} octobre 1911, achevant sa seconde année comme major de la promotion. Sa feuille de notes⁴⁷ est certainement remarquable : en « instruction générale », les résultats oscillent entre 16,22/20 en « topographie » et 19,50/20 en « morale et éducation ». Dans le domaine de « l'instruction militaire théorique », sa note la plus basse est de 17,33/20 (« services des places et transport de troupes ») et la plus haute est de 19,83/20 (« travaux de campagne »). Pour « l'instruction militaire pratique », il obtient quatre fois 20/20 « comme instructeur » (en règlement de manœuvres et tir, service en campagne, éducation physique et éducation morale), 20/20 de même « comme chef » (exercices de cadres et sur la carte), et – seulement ! – 19,66 pour la conduite de la troupe. Les officiers qui le suivent ont tous formulé des appréciations élogieuses et voient en lui l'un des grands espoirs de l'armée française. Le « chef du bataillon directeur des exercices militaires de l'infanterie » évalue qu'il est « remarquablement doué sur tous les rapports. Excellent instructeur. Commande avec beaucoup d'autorité. Fait preuve de beaucoup de jugement et de décision sur le terrain. Fera un officier remarquable ». Le général commandant de l'École ajoute la mention « Sujet d'élite, remarquablement doué [...]. Modeste avec cela. Doit faire un officier de tout premier ordre et d'avenir. » Les appréciations de son capitaine permettent de savoir à quoi cet élève ressemble et quelle impression il peut donner : un homme de 1 mètre 71, de constitution « très bonne », au physique « très sympathique », avec un esprit militaire « excellent, fanatique et enthousiaste », et « une très grande résistance à la fatigue ».

En résumé, une « nature d'élite » qui « fera un officier très complet, apte à rendre de suite d'excellents services et auquel on se plaît à souhaiter un très bel avenir ». Son camarade de deux ans son cadet, Charles de Gaulle, finit treizième. Les deux hommes garderont plus tard l'habitude de se tutoyer. Ce qui est certain, c'est que

le classement de Juin a marqué les esprits: «C'est le meilleur⁴⁸!» dira de Gaulle en 1944 à André Dewavrin, figure historique des services secrets de la France Libre, qui s'étonne de la place prise à ses côtés par cet ancien vichyssois. En tout cas, pour le moment, Juin est désormais sous-lieutenant, et il choisit d'être affecté au 1^{er} régiment de tirailleurs de Blida. De son côté, de Gaulle rejoint le 33^e régiment d'infanterie d'Arras. Ils se retrouveront à leur sortie de l'École de guerre, au milieu des années vingt⁴⁹, avant que leurs routes ne se croisent à nouveau dans des circonstances autrement plus délicates à Alger en 1943.

Chapitre II

L'appel du baroud

Les événements qui ont conduit à la perte de l'indépendance de l'Empire chérifien ont de toute évidence marqué le jeune sous-officier Alphonse Juin durant sa scolarité. Son engagement immédiat après sa sortie de Saint-Cyr sur ce théâtre d'opérations est révélateur de son imaginaire colonial précoce, et de son goût pour l'aventure dans la lignée de ses héros de jeunesse: les conquérants de l'Algérie des années 1830-1840. La période 1912-1914 marque son baptême du feu, lui donne l'occasion de se faire un nom et amorce ainsi la constitution d'un réseau d'amitié auprès d'officiers qui lui permettent d'avoir, dès le mois de mai 1914, ses entrées auprès du premier résident général du protectorat de la République française au Maroc, Louis Hubert Gonzalve Lyautey.

*Regards et imaginaires sur le « Maroc héroïque » :
le patriotisme impérial d'Alphonse Juin*

À la fin de sa vie, Juin s'expliqua sur le choix d'intégrer le 1^{er} régiment des tirailleurs de Blida. Il souhaitait être versé dans une troupe susceptible de participer à la conquête du Maroc, entreprise par le général Lyautey en 1903. L'Empire chérifien est le principal champ de bataille de la France coloniale d'avant la Grande Guerre. Durant ses deux années à Saint-Cyr, Juin n'aurait cessé d'y penser, « attendant avec impatience le jour béni du

“Pékin”» où il pourrait à son tour «goûter les joies et les émotions fortes d’une telle vie en campagne, toute d’action». Il serait hors de question pour lui de «mener l’existence d’un officier dans une garnison de France, consistant à tourner à vide dans un cycle d’instruction répété chaque année avec une monotonie désespérante¹». Par le jeu des relèves, il est affecté à la fin décembre 1912 au régiment de marche du Maroc oriental «avec les camarades de la division d’Oran, une division où se maintenaient les meilleures traditions, habituée qu’elle était depuis longtemps à faire campagne sur les confins algéro-marocains²». Le choix d’affectations en Algérie et au Maroc sort du cadre habituel des majors de promotion de Saint-Cyr, plutôt dirigés vers des régiments de cavalerie dans des garnisons situées sur la ligne bleue des Vosges. Le patriotisme de Juin apparaît donc plus impérial qu’hexagonal :

Je crois même que l’esprit et la volonté de revanche, que certains de mes camarades affichaient pour se reconforter, n’eurent jamais aucune résonance en moi, si bourré d’histoire militaire que je fusse. Je n’envisageais même pas qu’on pourrait avoir l’occasion, un jour prochain, de se mesurer de nouveau avec l’Allemagne, n’ayant pensé depuis Fachoda, toujours par goût de l’aventure et des expéditions lointaines, qu’aux seuls ennemis rencontrables [*sic*] sur les mers et hors d’Europe : les Anglais ; bien que depuis l’Entente cordiale ils fussent appelés, en Europe tout au moins, à devenir nos compagnons de combat³.

Dans les faits, «deux armées françaises existent de concert : celle qui attend la revanche et celle qui préfère vivre l’aventure coloniale, l’une n’étant pas un rejet de l’autre, mais plutôt un pari sur l’avenir⁴». Alphonse Juin découvre le Maroc à conquérir en sous-lieutenant, et il le quittera quarante ans plus tard résident général, dans un contexte de crise politique. Juin y recherche une terre d’aventures immédiates en lisant «les journaux remplis de récits et de photographies faisant ressortir les exploits accomplis par nos troupes dans une guerre de pacification qui avait de plus, pour mon imagination toujours échauffée, l’attrait de l’aventure dans

un merveilleux inconnu où l'on pénétrait chaque jour davantage⁵».

Sa description, charnelle et emphatique, de sa première rencontre avec le général Gouraud en avril 1914 sur l'Ouergha, au sein du groupe mobile de Fès, chargé de vaincre le *roguï*⁶ du nord El-Hadjami⁷ est un bon exemple. Ici, Gouraud est devenu le nouveau duc d'Aumale⁸, et El-Hadjami le nouvel Abd el-Kader à soumettre :

Chaque affaire, et assez téméraire en vérité par son caractère de va-et-vient, mais menée de main de maître par Gouraud [...]. On eût cru, dans ce paysage kabyle inondé de lumière, assister à la reconstitution d'une scène de bataille de la conquête de l'Algérie. Il semblait même que le duc d'Aumale se fût réincarné dans ce plus jeune général de la République. C'était la même silhouette altière, la même indifférence aux balles qui trouaient l'air, le même regard clair et droit qui embrassait tout le champ de l'action, attentif aux moindres incidents de l'attaque, puis du décrochage. On se sentait rassuré par cette présence où l'on devinait une tête froide, mais prompt aux décisions⁹.

Le major de Saint-Cyr a trouvé un idéal : achever le rêve d'une Afrique du Nord soumise et « civilisée » par la France. Il est directement influencé par un double mythe qui commence à se constituer à partir de 1907 : celui d'un « Maroc héroïque¹⁰ » et celui de « l'empire fortuné ». Le premier est véhiculé par la grande presse et toute une « infra-littérature guerrière », vantant « un Maroc épique où s'accomplit la *virtu* militaire de la race¹¹ ». La description des combats dans des paysages hauts en couleurs, le récit des parades militaires dans les villes conquises, l'héroïsation des chefs, la progression des colonnes françaises au cœur d'un pays peu connu intériorisent dans l'opinion l'image d'un « Maroc école d'énergie¹² ». Le pays est devenu le nouvel « Orient », capable de susciter les rêves exotiques des Français. Par son « attrait de l'aventure dans un merveilleux inconnu où l'on pénétrait chaque jour davantage¹³ », Juin se fait l'interprète des nombreux clichés véhiculés avec complaisance par

les autorités françaises¹⁴ : « un pays de cocagne », « la Californie française », « un *Far West* à la française »... l'Eldorado en somme, dont Lyautey est le grand homme. Le but de cette propagande est de vendre le Maroc aux élites françaises en misant à la fois sur l'imaginaire de la conquête de l'Ouest américain, et sur les stéréotypes véhiculés par la littérature et la peinture orientalistes des XVIII^e et XIX^e siècles.

Cette fascination est donc un coup politique de la part de Lyautey et du lobby colonial. Il s'agit d'ancrer dans l'inconscient collectif un Orient fantasmé et mystérieux, l'idée d'un Empire chrétien en plein chaos, afin de mobiliser le public, les investisseurs, les politiques et les militaires. C'est ce rêve aventurier que le jeune officier s'est approprié.

Lyautey, le pompier pyromane de l'Empire chérifien

En ce début du XX^e siècle, l'Afrique du Nord présente toutes les apparences du colonialisme français triomphant. L'Algérie a été « pacifiée » définitivement depuis les années 1870 (si l'on excepte les marches sahariennes¹⁵), puis la Tunisie est devenue un protectorat avec la signature du traité du Bardo par le bey en mai 1881. Reste encore le Maroc, déchiré sur le plan intérieur, profondément endetté et en position de faiblesse face à l'appétit croissant des puissances européennes. Après la mort du sultan Hassan 1^{er} en 1894, la crise financière qui étrangle le pays depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle va se doubler d'une crise politique durant le règne de son successeur Moulay Abd el-Aziz. Le développement de la « protection¹⁶ », l'échec de la réforme fiscale créant un nouvel impôt sur les revenus agricoles (le *tertib*), l'éclatement de plusieurs révoltes et l'intérêt croissant de l'Allemagne de Guillaume II émaillent la période de 1894 à 1907.

À Paris, deux visions politiques s'affrontent à partir de 1903, dans le but d'établir un protectorat. D'un côté, les diplomates (surtout ceux de la légation de Tanger) souhaitent une prise de contrôle par en haut, par le Makhzen¹⁷, afin de froisser le moins possible les susceptibilités des autres puissances ; dans cette optique, les

opérations militaires sont, si possible, à proscrire. De l'autre, le lobby des « algéristes » et des milieux oranais, dont la figure de proue est l'influent député du parti colonial Eugène Étienne, souhaitent une pénétration militaire à partir de l'Algérie avec Lyautey comme meilleur atout. De 1903 à 1911, à partir de sa base d'Aïn Sefra, puis d'Oran, le général Lyautey est le maître d'œuvre d'un long travail de sape en activant les principes appris sous l'autorité de Gallieni en Indochine et à Madagascar, entre 1894 et 1902. En deux mots, l'objectif est de se saisir du « Maroc utile » situé sur le littoral atlantique et dans les riches plaines fertiles du centre du pays. Cette stratégie militaro-politique, dite de la « tache d'huile », consiste à « appliquer le droit de suite contre les tribus marocaines qui ne respectent pas la frontière¹⁸ », tout en préparant le terrain à leur ralliement.

En réaction aux avancées françaises, le Kaiser Guillaume II décide de faire escale à Tanger le 30 mars 1905. Il s'ensuit l'ouverture d'une conférence internationale à Algésiras le 16 janvier 1906. Outre la mise sous tutelle économique de l'Empire chérifien par les puissances européennes, la signature de l'Acte d'Algésiras laisse la France libre d'intervenir dans le pays. Lyautey entre donc dans Oujda en mars 1907, tandis que Casablanca est bombardée puis occupée sous le prétexte de l'assassinat de huit ouvriers européens le 30 juillet 1907. Les opérations s'étendent à la plaine de la Chaouïa.

Le « coup de foudre » de Lyautey pour la monarchie chérifienne date de sa rencontre avec le sultan Moulay Abd el-Aziz¹⁹. Ce dernier est aux abois, les armées de son demi-frère Moulay Hafid menacent Casablanca et Rabat dans le but de le déposer et de débarrasser le pays de toute présence étrangère. Ces circonstances motivent l'audience le 19 octobre 1907 qu'il accorde à Lyautey et à Eugène Regnault, ministre plénipotentiaire à Tanger. Le général en sort profondément marqué²⁰. Le lendemain, il témoigne à Eugène-Melchior de Vogüé de son changement de cap : il s'est « mis aux ordres du sultan », il a « été tout à fait surpris de la précision et de l'intelligence des questions qu'il m'a posées ». Il se rend compte alors que

si ce garçon était dirigé, bien entouré, s'il se sentait appuyé, si on lui apportait enfin la certitude d'un concours suivi d'un appui ferme, on aurait là, à condition d'y mettre beaucoup de discrétion, d'adresse et de sympathie (je tiens à répéter ce mot), le meilleur agent pour acquérir enfin dans ce Maroc la situation privilégiée, à laquelle nous ne pouvons renoncer. Le problème à résoudre serait de l'utiliser sans le compromettre stupidement aux regards de son peuple [...], sans lui faire perdre en rien son « habitus » extérieur de Chérif couronné et de Musulman intangible. Et aussi de satisfaire sa curiosité et son besoin jeune [*sic*] de sympathie réciproque²¹.

En monarchiste légitimiste, jadis submergé par l'émotion lors d'une rencontre avec le comte de Chambord en mars 1883, Lyautey est désormais persuadé qu'il peut réussir, lui, là où les royalistes ont échoué en France : restaurer une monarchie d'ancien régime et de droit divin, tout en modernisant son appareil d'État. En d'autres termes, cette prise de conscience lui révèle que le Maroc n'est pas l'Algérie des colons, le salut de la présence française passe par la *restauration* du Vieux Maroc.

Dans l'immédiat, Moulay Abd el-Aziz perd son trône en janvier 1908, renversé par Moulay Hafid et les caïds de l'Atlas Madani el-Glaoui et Abd-el-Malek M'Tounggi. Le nouveau sultan entre à Fès en juin 1908, incarnant l'espoir de mener le *jihad* contre l'envahisseur chrétien. Mais Moulay Hafid n'a aucune marge de manœuvre, ni financière, ni politique, pour organiser et maintenir des troupes. La levée de nouveaux impôts entraîne un nouveau soulèvement des tribus en février 1911, qui demandent sa déchéance au profit de son frère Moulay ez-Zîn. Assiégé dans Fès par les rebelles, il est « libéré » par les 6 000 hommes de la colonne du général Moinier le 21 mai 1911. Les insurgés sont sévèrement réprimés. Ce coup d'éclat viole les accords d'Algésiras et il s'ensuit une grave crise avec l'Allemagne, culminant avec le mouillage de la canonnière allemande *Panther* en rade d'Agadir le 1^{er} juillet. La menace d'une guerre entre la France et l'Allemagne est évitée grâce à l'accord du 4 novembre 1911, par lequel Guillaume II renonce à ses prétentions sur le Maroc contre 275 000 km² de terres au profit

du Cameroun allemand. Lyautey a désormais les mains libres pour s'imposer. Au nord, l'Espagne n'a pas les mêmes problèmes internationaux, elle a commencé dès 1909 à se tailler une vaste zone de l'Atlantique à la Moulouya.

Les débuts tourmentés du protectorat

Isolé et sous la pression du diplomate Eugène Regnault²², Moulay Hafid signe à contrecœur une convention établissant un protectorat le 30 mars 1912, couramment nommée traité de Fès. La signature de ce texte provoque un mois plus tard ce que Daniel Rivet appelle « l'insurrection nationale de 1912²³ ». Pour la France, il faut faire la guerre et la faire brutalement pour ne pas être submergée. Devant la crainte du départ du sultan pour Rabat avec Regnault, les *'askar* du *tabor* (les soldats d'un contingent) de Fès déclenchent dès le 17 avril 1912 une mutinerie qui n'est maîtrisée que cinq jours plus tard. Alors que Regnault est initialement pressenti pour occuper la toute nouvelle résidence générale créée par le statut de protectorat, les événements poussent Paris à choisir un militaire. Lyautey est nommé un mois après le traité de Fès. Peu auparavant, le général Moinier décrète l'état de siège dans la ville le 24 avril, conférant « à la troupe le droit de perquisition pour arrêter les suspects et désarmer la population²⁴ ». Si l'insurrection est brisée au prix de 72 condamnations à mort, toute la région prend de ce fait les armes un mois plus tard. Lorsque Lyautey arrive sur place le 25 mai, il se retrouve assiégé par 10 000 combattants des tribus rurales commandées par le *charif* Si Mohamed el-Hadjami. Le résident général et Moulay Hafid se rencontrent malgré tout pour la première fois le 25, puis le 27 et le 29 mai 1912.

Fès est rapidement reprise le 1^{er} juin grâce à l'arrivée des renforts de Gouraud. Presque simultanément, à Tiznit, un nouveau prétendant, El-Hiba, déclenche un *jihad* insurrectionnel menaçant la présence française dans tout le sud du pays. À la fin du mois de mai, Marrakech tombe entre ses mains, tandis que huit Français sont capturés.

Devant cette situation, Lyautey s'attelle à la tâche urgente de reconstruire symboliquement un Makhzen discrédité, et d'établir

les bases d'une politique indigène capable de rallier les élites politiques au protectorat. Insistons sur un fait qui semble paradoxal. Le premier article du traité de Fès stipule que « ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du sultan ». L'image de Lyautey reste encore aujourd'hui comme celle d'un proconsul soucieux de *restaurer* le pouvoir du sultan, au moins dans les symboles de sa fonction. Or, le protectorat débute presque instantanément par une abdication, dont les modalités ressemblent fortement à une déposition. C'est, en effet, sous la pression de Lyautey que Moulay Hafid abdique dès le 12 août 1912, soit cinq mois seulement après avoir signé le traité.

Dès avril, Moulay Hafid avait envisagé de quitter son trône, mais il en avait été dissuadé par Regnault et Si Kaddour ben-Ghabrit²⁵. Le 8 août, le sultan semble à nouveau décidé à abdiquer pour « raisons de santé »... et en échange d'une pension annuelle de 375 000 francs doublée d'une indemnité de voyage de 400 000 francs. Il se ravise le lendemain, alors que tout est prévu pour son départ du Maroc. L'entrevue du 10 août est décisive. Alors que Lyautey lui propose de collaborer au protectorat, il réclame qu'on lui attribue à nouveau le droit de nommer les caïds et les fonctionnaires du Makhzen. Devant le refus de Lyautey, Moulay Hafid s'incline *in extremis* deux jours plus tard, sous le prétexte officiel d'une santé défaillante. Il envoie une lettre à Lyautey où il annonce son accord pour l'avènement de son frère Moulay Youssef. La rhétorique diplomatique paraît mal cacher les sentiments du vaincu, contraint de se plier aux règles de son vainqueur :

À Son Excellence l'ami sage, le Résident général Lyautey. [...] Nous désirons faire connaître à Votre Excellence amie que Notre Majesté est très satisfaite de cœur et très contente d'âme et qu'elle se plaît à reconnaître que Votre excellence a droit à un grand nombre d'éloges en raison de la parfaite courtoisie, des attentions et de la délicate prévenance que nous avons rencontrées auprès de vous ces temps derniers et qui nous font un devoir de vous adresser nos compliments les plus élogieux pour toujours. [...] Mais Dieu a décrété

notre séparation depuis que nous avons pris le parti de quitter le pouvoir pour des raisons de santé qui touche [*sic*] à notre convenance personnelle. Nous espérons que vous comprendrez cela en toute réalité. [...] Si le peuple tombe d'accord sur le choix de notre frère Moulay Youssef pour prendre en main la direction des affaires, il n'y a pas d'inconvénient à cela²⁶.

Dès le lendemain, Moulay Youssef est proclamé sultan à Rabat par la traditionnelle cérémonie de l'allégeance, la *bay'a*, préparée par les *'ulamâ* (docteurs en religion) et d'autres notables « dans une atmosphère de lourde résignation²⁷ ». Si cette abdication n'a pas le caractère brutal que prendra 41 ans plus tard la déposition *manu militari* de Sidi Mohamed en 1953, il n'en demeure pas moins qu'un souverain protégé est déposé par la puissance protectrice au motif d'une obstruction absolue, selon les mots de Lyautey. Pourtant, en bon dramaturge, ce dernier n'hésite pas à se représenter comme le plus féal serviteur de *sidna* (« Notre seigneur »), mais toute l'équivoque du projet lyautéen est là : déposer Moulay Hafid pour s'atteler à une reconstruction d'un État chérifien, alors que le protectorat est de fait une fiction. Et Lyautey lui-même en convient volontiers dès septembre 1912 : « Moulay Youssef est ma plus belle invention²⁸ ». Juin se souviendra de cet événement lorsqu'il sera, des décennies plus tard, en conflit avec le sultan Sidi Mohamed. À court terme, cette abdication ne résout en aucun cas le problème militaire. La victoire du colonel Mangin sur El Hiba le 5 septembre 1912 à Sidi Bou-Othman permet à l'armée française de reconquérir Marrakech et le sud du pays. Mais plus de vingt années de combats supplémentaires allaient être nécessaires pour soumettre l'intégralité du territoire marocain. Un conflit dans lequel Juin allait trouver toute sa place.

Baptême du feu dans le bled marocain

Le sous-lieutenant Alphonse Juin participe à la première phase de la conquête pendant plus d'un an et demi. À la fin du mois de décembre 1912, il est affecté à un régiment de marche pour le

Maroc oriental, suite à son inscription « comme volontaire sur la liste du tour de départ²⁹ ». Le territoire de Taourirt est commandé par le général Girardot et la Moulouya par le lieutenant-colonel Féraud. Juin retrouve alors la division d'Oran, dont les troupes ont acquis de l'expérience sur les confins algéro-marocains. Son baptême du feu n'est pas de tout repos. Il alterne les phases de combat avec la construction d'un poste chargé de contrôler les zones dissidentes :

Débuts rudes en hiver à Guercif, sur la Moulouya, où l'on venait de créer un gros poste de l'avant qu'il fallait d'ailleurs construire de nos mains pour une garnison de deux compagnies de Tirailleurs de mon bataillon, deux compagnies de Légion du 1^{er} Étranger, un escadron du 2^e Spahis Algériens et une section de 65 de montagne, et où tout ce monde vivait sous marabouts en attendant que les bâtiments du poste, construits en brique séchée, sortissent de terre. Les nuits étaient constamment troublées par des alertes, et l'existence fort monotone, en dehors de quelques sorties où l'on échangeait des coups de fusil avec la dissidence environnante. Le climat était particulièrement sévère dans cette remontée du désert vers le nord par la vallée de la Moulouya exposée à des tornades de neige ou de vent de sables soufflant continuellement des montagnes du Moyen-Atlas³⁰.

Dans un deuxième temps, au printemps 1913, Juin participe plus à l'ouest à la création du poste de Safsafat, base de départ pour la prise de Msoun le 28 mai par le général Alix, en direction de Taza. Après avoir passé l'hiver 1913 « dans un poste perdu, à l'est de la Moulouya » où il commande un « groupe franc³¹ », il demande à être affecté comme « hors cadre aux troupes auxiliaires marocaines » dans le Maroc occidental. Le 1^{er} mai 1914³², il intègre ainsi le 1^{er} bataillon de tirailleurs marocains du commandant Poeymirau, qui fait partie de la colonne du général Gouraud. Après avoir vaincu El-Hadjhami sur le fleuve Ouergha, la colonne marche sur Taza où s'opère la jonction avec les troupes du Maroc oriental du général Baumgarten le 17 mai 1914. Quatre jours auparavant³³, Juin a vu pour la première fois Lyautey passer les troupes en revue, et le soir, il fut

invité à bivouaquer sous la tente avec le général-résident³⁴ grâce à l'entremise de Poeymirau :

Après bien des années, je revois ce bivouac de l'oued Amelil, au début de l'été de 1914, où je lui fus présenté pour la première fois. [...] Pour son dernier soir, il avait tenu à recueillir à sa popote les impressions du « baroud » d'un jeune officier, et Poeymirau mon chef de bataillon aux « Marocains » m'avait amené à lui pour que j'eusse, à sa droite, les honneurs de la confession entre un café et un pousse-café. Je dus lui paraître tout à fait stupide par mes réponses laconiques et gênées. C'est qu'en vérité, j'avais mieux à faire ce soir-là que de raconter mes propres impressions. Il parlait, lui, et je l'écoutais, fasciné³⁵.

Cependant, après cette mémorable rencontre, il faut en juillet 1914 « revenir en arrière pour ouvrir la route naturelle de Fès qui passe par le col de Touhar ». Deux tribus, les Tsouls au nord et les Riattas au sud, n'ont toujours pas rendu les armes, malgré la chute de Taza : « Ce fut alors, dans l'enfer surchauffé de l'Inaouene, toute une série de combats acharnés marqués de part et d'autre par de lourdes pertes³⁶. » C'est là, dans le camp de Sidi Abdallah, que Juin apprend par la TSF la nouvelle de la déclaration de la guerre en Europe. Moins d'un mois plus tard, il est sur la Marne contre les Allemands en route pour prendre Paris à revers...

Au contact de Gouraud, Poeymirau et Lyautey

Ces 18 mois passés à faire le baroud représentent le terme de sa formation militaire, le passage d'une théorie enseignée à Saint-Cyr aux réalités du terrain. Il se confronte pour la première fois au feu, et aussi à la vie, parfois ennuyeuse, selon ses dires, dans un poste isolé du bled sous un climat rigoureux. Il y rencontre un triumvirat d'officiers, Joseph Poeymirau, Henri Gouraud et Hubert Lyautey. C'est Poeymirau qui lui « a appris son métier d'officier³⁷ » maintiendra Bernard Pujo dans sa biographie. Il semble cependant que Gouraud ait produit aussi une forte impression pour ses qualités de tacticien lors de la victoire sur El-Hadjhami, où il lui « était apparu

encore plus grand par l'audace et l'habileté de sa manœuvre, fondée sur la surprise et l'emploi des moyens de feu³⁸». La galerie de la conquête coloniale est remplie par les figures d'officiers hauts en couleur mis en avant par la presse, afin de mieux promouvoir une opération militaire. Dans les cas de Poeymirau et de Gouraud, Daniel Rivet relève qu'ils avaient, parfois, tendance à amplifier leurs faits d'armes pour profiter d'un avancement. Course aux galons et à la renommée relayée par la plume des «Louis Botte (*L'Illustration*), Weisgerber (*Le Temps*), Hubert-Jacques (*Le Matin*), Georges Houel (*La Vigie Marocaine*, jusqu'à son expulsion en 1913) qui couvrent avec beaucoup de complaisance les hauts faits et les bons mots de colonels faciles à silhouetter, tels un Gouraud ou bien un Poeymirau³⁹».

Cela n'empêche pas d'indéniables compétences. Poeymirau était l'ancien chef du bureau militaire de Lyautey et Gouraud l'un de ses officiers favoris. Quand Juin raconte, il est soucieux de la hiérarchie, ami du premier et admirateur du second pour les hautes qualités qu'il lui attribue. Devenir un «protégé» du commandant Poeymirau lui a offert l'occasion, comme on l'a dit, d'approcher Lyautey à son bivouac de l'Oued Adélil. Ces citations de chefs apparaissent comme la démonstration que Juin participe à construction de la légende du Maroc héroïque :

Dans la phalange de Gouraud, les unités ne se désignaient que par les noms des chefs. C'était Prokos et ses marsouins, Daugan et ses zouaves, Poeymirau, Pellegrin et leurs Marocains, Billotte, Frèrejean et leurs Sénégalais, Rollet et les légionnaires de sa Compagnie montée. Les colonels Girodon, Niessel et Lardemelle conduisaient les groupes de manœuvre et, au-dessus d'eux, directement inspiré de la pensée de Lyautey, Gouraud qui non seulement combattait au premier rang quand il le fallait, mais s'efforçait de rallier la dissidence par une action politique et militaire étroitement conjuguée, mais toujours profondément humaine⁴⁰.

Par ailleurs, Juin s'est-il si particulièrement illustré entre 1912 et 1914? Son dossier militaire signale qu'il devient lieutenant le

1^{er} avril 1914⁴¹. Selon René Chambe c'est un «avancement au choix», fait rare qui vaudrait d'être noté, son attitude au feu aurait attiré l'attention sur lui. Le grade de lieutenant n'est «en principe obtenu qu'après deux années pleines comme sous-lieutenant⁴²». Sur ce point, il est probable que Chambe exagère car Juin n'est pas mentionné dans les *Bulletins officiels du protectorat* de 1912, de 1913 et de 1914 où sont consignées toutes les citations et les décorations des soldats. Mais rien non plus ne fait douter qu'il n'ait été au minimum à la hauteur dans son rôle de sous-officier. Le dossier militaire ne fait qu'une seule allusion à son comportement en mars 1914, au moment où il demande à être affecté pour le Maroc occidental: «Bel officier, intelligent, instruit [...], confiance en tout point. Des débuts brillants dans l'armée. A de l'ascendant pour les hommes [...] Passé aux T.A.M. par décision [...] du 8 mars 1914 rayé des contrôles de corps le 1^{er} avril 1914. Taourirt 25 mars 1914. Colonel F. Velly⁴³.»

Il est certain que Juin commence à se faire un nom au sein de la troupe, d'autant plus que la guerre au Maroc constitue de 1907 à 1912, puis de 1919 à 1934, le principal champ de bataille de la France coloniale. Chacun des coups de fusil y retentissant est susceptible d'apporter la renommée. Juin entre en scène au moment où les effectifs augmentent considérablement, suite à l'insurrection du milieu de l'année 1912. Le corps expéditionnaire est presque doublé en six mois, passant de 43 000 hommes au 1^{er} juin à 72 000 hommes à la fin de l'année. Il compte jusqu'à 90 000 hommes en août 1914. Même à la fin des années 1920, le Maroc accueille régulièrement plus de militaires que de colons.

Véritable fer de lance du corps expéditionnaire, les effectifs des tirailleurs et des spahis algériens et tunisiens passent de 15 000 hommes en juin 1912 à 21 000 en 1920. Dans les forces engagées, les indigènes représentent la majorité: 58 % en 1912, 62 % en 1920. Juin sera affecté au 1^{er} régiment de tirailleurs algériens de décembre 1912 à avril 1913, au 9^e régiment de tirailleurs indigènes le 15 avril 1913, auquel est intégré le 1^{er} bataillon de tirailleurs marocains. Le prétexte officiel de cette guerre faite au nom du sultan

est de réunifier son territoire face à la *siba* (la dissidence). Les soldats marocains restent toutefois les sujets du sultan. Et comme sujets, Moulay Youssef en 1914 et Sidi Mohamed Ben Youssef en 1939 les appelèrent à combattre en Europe. Le coût humain de la conquête est lourd, estimé globalement à environ 100 000 morts⁴⁴, Français et Marocains des deux camps. Une note de décembre 1934 du général Antoine Huré avance un chiffre de « 27 000 hommes tués ou morts de maladie⁴⁵ » simplement du côté français.

Au moment où Alphonse Juin s'apprête à s'embarquer pour le front de France, l'Empire chérifien est soumis à l'état de siège par l'ordre résidentiel du 2 août 1914, en raison de la déclaration de guerre à l'Allemagne. Signé par Lyautey, il découle de l'application des lois martiales du 9 août 1849 et du 9 avril 1878. Il va s'ensuivre le rôle hors norme joué par l'armée dans le protectorat. Ainsi, cinq résidents généraux⁴⁶ sur quatorze sont des militaires, soit 28 années cumulées sur 44 ans de présence française passées sous le pouvoir d'un « proconsul botté ». Cet état de siège devait à l'origine être aboli à la fin de la Première Guerre mondiale. Il faudra attendre l'indépendance en 1956.

Chapitre III

Un officier chez les tirailleurs marocains dans la Grande Guerre

Au regard des critères de l'époque, Juin a fait une « belle guerre » entre 1914 et 1918. Il obtient quatre décorations pour sa participation aux combats de la Marne, de la première bataille de Champagne et du Chemin des Dames. Ses deux blessures au bras en font un sous-officier d'un régiment d'outre-mer, poursuivant une ascension due non seulement à ses qualités de guerrier attestées, mais également à ses relations dans le milieu colonial. Sa convalescence en 1916 dans l'Empire chérifien l'intègre définitivement dans les cercles lyautéens. En conséquence, sa réécriture de l'histoire du 1^{er} RTM dans une brochure parue dès la fin du conflit, et parrainée par le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, marque l'entrée du récent capitaine Juin dans la sphère des officiers les plus prometteurs du lobby colonial au Maroc.

De la Marne au Chemin des Dames

Au moment où il apprend la déclaration de guerre, son bataillon de Marocains commence, dès le début du mois d'août, à être muté en France. Pourquoi une telle rapidité ? Lyautey agit ainsi car il craint que les troupes marocaines ralliées ne rejoignent les tribus insurgées¹. Il en profite donc pour les envoyer directement en

métropole. De fait, Juin relate que la marche de l'Inaouene jusqu'à Oran fut ponctuée de deux attaques à Taza puis au poste de Msoun². Plus tard, dans *Je suis soldat*, il reviendra sur ces journées, adoptant un ton aussi lyrique qu'à l'habitude... : « pour de tels hommes, la route de Taza aux champs de bataille de France n'était qu'un entracte entre deux guerres, une résurrection éphémère. Sur ce chemin de roses, où devait les accueillir l'enthousiasme délirant des populations, ils s'engagèrent éblouis³ » !

Il débarque à Sète avant de rejoindre Bordeaux le 17 août 1914, où, sur le quai des Chartrons, les habitants sont « attirés par la curiosité des [...] mercenaires farouches venus on ne savait d'où, et qui ne ressemblaient nullement aux autres guerriers africains, noirs ou turcos⁴ ».

Les cinq bataillons sont réunis au sein de la « brigade de chasseurs indigènes à pied », confiée au général Ditte, composée de deux régiments. Poeymirau commande l'un des bataillons du 2^e régiment dont Juin fait parti⁵. Le 25 août 1914, alors que les Alliés reculent sur l'ensemble du front, la « brigade des chasseurs indigènes » est engagée au nord-est de Montdidier. Le 5 septembre, sa formation est placée à l'extrême droite du dispositif de bataille de la 6^e armée, dans le but de repousser l'assaut de Von Klück. Le succès remporté ce jour-là par la brigade marocaine dans les villages de Neufmoutier et de Penchard, est un prélude à la victoire chèrement acquise de la Marne qui sauve Paris. Blessé le 6 septembre par un éclat d'obus, il continue de se battre le bras gauche en écharpe⁶. Après la bataille, « des 5 000 combattants⁷ que comptait cette même brigade, il n'en restait plus que 800 à peine⁸ ». Après avoir passé la fin de l'année dans l'Aisne, la brigade marocaine est dissoute devant la baisse dramatique de ses effectifs. Lui-même se retrouve incorporé le 1^{er} janvier 1915 dans le « régiment de marche des tirailleurs marocains », qu'une contre-offensive allemande force à se replier ; faute de renforts, a-t-il soin de noter. Après un mois de repos, Poeymirau, Juin et les Marocains remontent en première ligne en mars 1915, durant la première bataille de Champagne :

Un matin de mars pluvieux et froid, enveloppés dans leurs sombres djellabas riffaines [*sic*] qui les font ressembler à des moines mystiques et guerriers, leurs regards découvrent un champ de bataille d'une désolation infinie: c'est celui de Mesnil-les-Hurlus, en Champagne. On est au point culminant de l'offensive française qui depuis un mois, s'acharne dans ce secteur, et des cadavres par milliers, jonchent les glacis en témoignage de cette obstination. [...] Puis les attaques commencent, de ces attaques par petits paquets, décousues et toujours mal appuyées, qui étaient le grand jeu de l'époque et ne rapportaient que quelques gains de terrain insignifiants au prix de pertes énormes⁹.

Le 15 mars, au cours d'une attaque déclenchée peu avant le lever du jour (sans préparation d'artillerie pour ne pas donner l'éveil aux Allemands), il est à nouveau blessé au bras droit cette fois « d'une mauvaise balle » qui le « cloua au sol devant les fils de fer ennemis¹⁰ ». Il n'en récupérera jamais l'usage total malgré les huit mois d'hôpital passés à Bordeaux, où il retrouve Poeymirau au mois de mai, lui-même blessé au mollet.

Il quitte l'hôpital en décembre 1915 pour prendre sa convalescence au Maroc, où il souhaite ensuite intégrer un bataillon en formation à Rabat pour repartir au front. Son retour se fait dans un contexte difficile. Comme l'essentiel des troupes engagées dans la conquête de 1912 se bat en métropole, Lyautey a organisé une stratégie dite de la « carapace de tortue » : on fortifie les zones frontalières avec les tribus insurgées en formant un *limes*¹¹, tout en dégarnissant volontairement l'intérieur du pays conquis. Près de 50 000 troupiers sur 90 000 sont partis en France de 1914 au début de l'année 1916¹². Les Sénégalais ne compensent que partiellement les vides. Il faut attendre 1919 pour que les effectifs remontent à 100 000 hommes¹³. Aucune opération d'envergure n'est donc possible pour terminer la guerre face aux « dissidents ».

Devenu capitaine le 4 avril 1916, Juin apprend au cours de l'été que Lyautey veut en faire son officier d'ordonnance. Ce grade est nécessaire pour entrer au service du « patron » et remplacer un autre capitaine, de Boisboissel volontaire pour rejoindre le front.

Là encore, Poeymirau est à la manœuvre et vante les mérites de Juin. Mais ce dernier... refuse. Il s'en expliquera plus tard par son côté «tête brûlée» :

Hélas ! J'étais alors de bois sec et bien incapable d'apprécier l'insigne honneur qui m'était fait. Je n'avais de goût que pour les émotions fortes du combat dont la nostalgie devenait pour moi de plus en plus obsédante et me montrais plus docile à mon penchant qu'au désir de mon chef. Aussi, dans ces conditions, l'épreuve ne pouvait-elle absolument rien donner. Je quittai le Maroc avant d'avoir relevé Boisboissel qui ne put se libérer que deux mois plus tard, quand Lyautey fut appelé au Ministère de la Guerre¹⁴.

Comment peut-on refuser d'entrer dans le sérail de Lyautey ? C'est en tout cas conforme à l'image que Juin souhaite donner de lui-même, de sa jeunesse batailleuse dans les rues de Constantine aux barbelés des tranchées allemandes en Champagne : de bois sec, tête brûlée ! Pourtant, la version prête à caution. En effet, il est noté sur les pièces matricules de son dossier militaire que de mars à novembre 1916 il fut tout de même « aide de camp du général Lyautey¹⁵ », tout en étant affecté du 4 avril au 1^{er} novembre 1916 à l'état-major du général commandant en chef à Rabat¹⁶. Constatons prudemment que cet épisode auprès de Lyautey reste obscur...

De retour en France à la fin de l'année 1916, Juin est affecté à Arles au commandement de la compagnie de mitrailleuses du 5^e bataillon de tirailleurs marocains. Il y encadre des troupes de renfort¹⁷. Il retrouve le front en avril 1917 au moment de l'offensive Nivelle du Chemin des Dames. Le matin du 16, son bataillon obtient un succès local sur le plateau de Courtecon, « en dépit des mitrailleuses et des obstacles accumulés sur son chemin¹⁸ ». La litote cache ici l'échec sanglant de l'offensive. Son régiment, commandé par le lieutenant-colonel Cimetière (!), est l'un des rares à avoir atteint ses objectifs dans cette funeste journée¹⁹. En février 1918, Juin est détaché, « pour [son] malheur²⁰ » à Melun pour y suivre les cours d'état-major. Il intègre ensuite l'état-major de la 153^e division, dont dépend son régiment de tirailleurs marocains²¹. Le 28 octobre,

il rejoint la Mission militaire française auprès de l'armée américaine où il prend des cours pour devenir officier de liaison. Puis, pour les ultimes offensives qui précèdent l'armistice... : « Pendant ces journées mémorables, je ne rejoignis ma division, la 153^e, qu'à ma sortie du cours, en octobre 1918, [...], pour le dernier sursaut de mes chers Marocains en direction de Guise²². »

La fin de la guerre marque donc pour le capitaine son entrée dans le monde des états-majors. Son courage au front et ses capacités militaires sont reconnus. Une nouvelle étape dans sa carrière se profile désormais.

L'archétype de l'officier colonial

Chevalier de la Légion d'honneur le 10 décembre 1914, Juin a obtenu quatre citations dont la dernière après le Chemin des Dames²³. Le 12 juillet 1917, le lieutenant-colonel Cimetière, émet un jugement sans ambiguïté : « Très bon commandant de compagnie. Exerce un réel ascendant sur ses tirailleurs qui l'aiment pour son courage et reconnaissent en lui un véritable chef. Au cours des combats d'avril et de mai sur l'Aisne s'est à nouveau signalé à l'attention par sa bravoure, son entrain, son sang-froid et ses dispositions toujours judicieuses. [...] Officier très méritant. À pousser²⁴. »

L'appréciation met en perspective son comportement auprès de ses hommes. *A posteriori*, Juin affirma que c'est l'article de Lyautey, « Le rôle social de l'officier » paru en 1891 dans *La revue des deux Mondes*, qui l'aurait le plus influencé sur son attitude au combat :

Le message du futur maréchal a été entendu : un état d'esprit est né. C'est ce qu'il souhaitait. Les classes appelées par la mobilisation, le 2 août 1914, ont été, semble-t-il, instruites par une génération d'officiers plus humains, plus sociaux. Encadrées par un nombre croissant d'officiers de réserve, qui associaient leurs camarades de l'active à de nouvelles préoccupations. L'armée de la Marne, celle de Verdun, celle surtout de nos offensives victorieuses, après le redressement de 1917, a été unie et fraternelle. Dans la boue des tranchées, le bon grain semé vingt-cinq ans plus tôt a levé. Il a donné de splendides gerbes, trop rouges hélas du sang des sacrifices qui

rassemblaient officiers et soldats, Saint-Cyriens en gants blancs et jeunes instituteurs ou agrégés aux opinions parfois très avancées, ouvriers, savants, paysans, écrivains et poètes²⁵.

Qu'il rende hommage à l'œuvre théorique majeure de son maître est compréhensible. Mais la réalité du terrain semble plus complexe, car la relation d'autorité entre les soldats et les chefs s'est largement modifiée en fonction du déroulement de la guerre. Le « moment 1914 » représente à cet égard un cas à part dans les comportements d'autorité des sous-officiers français allant, par exemple, jusqu'à sortir leurs revolvers pour enrayer les paniques²⁶. Les premières défaites et les lourdes pertes (entre le 20 et le 23 août, 40 000 tués, dont 27 000 le 22 août) induisent une violence autoritaire grandissante. Par ailleurs, l'année 1914 fut de loin la plus meurtrière pour les officiers (1 085 officiers meurent en moyenne chaque mois, contre 485 en 1915). À partir de 1915, une nouvelle relation s'institue où « l'autorité de contact [...] se veut à la fois républicaine et paternaliste²⁷ ». Ce consensus va s'effriter après Verdun et la Somme, puis se rompre en avril 1917 après le choc meurtrier et moral du Chemin des Dames. Quant à l'opinion personnelle de Juin, sa (courte et lointaine) allusion aux mutineries de 1917 ne peut laisser aucun doute sur son sentiment à l'égard de la répression des mutins : « Dans les jours qui suivirent, le régiment marocain inaccessible au découragement produit par la déception du 16 avril, ne cessa de donner la mesure de sa solidité et de ses hautes vertus morales. C'est ainsi que discipliné et toujours confiant dans l'heureuse issue de la guerre, on le vit accepter, sans se plaindre, bien des missions pénibles que d'autres avaient refusé de remplir²⁸. »

En 1918, une nouvelle relation d'autorité se reconstruit. Elle repose sur « les liens personnels en partie affectifs que le chef aura su tisser avec ses hommes²⁹ ». L'hommage rendu aux Marocains n'est-il valable qu'en comparaison du « déshonneur » des quelques soldats français coupables d'avoir refusé d'aller à

JUIN

Chapitre XVIII	Un nouveau maréchal encombrant.....	311
Chapitre XIX	Juin règle ses comptes au Maroc.....	327
Chapitre XX	«L'enfant terrible de la IV ^e République».....	339
Chapitre XXI	Crépuscule du maréchal, crépuscule de l'Empire.....	355
Chapitre XXII	Le traumatisme algérien.....	367
Conclusion		387
NOTES		395
SOURCES ET ARCHIVES		437
BIBLIOGRAPHIE		449
REMERCIEMENTS		459

Dans la même collection

Collection dirigée par Thierry SARMANT

- Anne d'Autriche. L'absolutisme précaire*, Raphaël Dargent
- Cambacères. L'art de servir tous les régimes*, Louis Faivre d'Arcier
- Chamlay. Le stratège secret de Louis XIV*, Jean-Philippe Cénat
- Gambetta. Le commis-voyageur de la République*, Jean-Philippe Dumas
- Georges Pompidou. Une certaine idée de la modernité*, Pascal Geneste
et Jean-Pierre Bat
- Guillaume le Conquérant. Le bâtard de Normandie*, Gilduin Davy
- Innocent III. La stupeur du monde*, Olivier Hanne
- Jacques II d'Angleterre. Le roi qui voulut être saint*, Nathalie Genet-Rouffiac
- L'amiral d'Argenlieu*, Thomas Vaisset
- L'empereur Nicéphore Phocas. Byzance face à l'islam 912-969*, Charles
Personnaz
- L'impératrice Eugénie*, Raphaël Dargent
- Le maréchal de Villars. L'infatigable bonheur*, Fadi El Hage
- Louis XV. L'inconnu bien-aimé*, Yves Combeau
- Lyautey. La fabrique du héros colonial*, Gilles Ferragu
- Madame de Maintenon. À l'ombre du Roi-Soleil*, Alexandre Maral
- Mahomet. Le Lecteur divin*, Olivier Hanne
- Marat. «L'Ami du peuple»*, Serge Bianchi
- Morny. Le théâtre du pouvoir*, Agnès D'Angio-Barros
- Percier et Fontaine. Les architectes de Napoléon*, Jean-Philippe Garric
- Richelieu. La pourpre et le pouvoir*, Jean-Vincent Blanchard
- Robespierre. La probité révoltante*, Cécile Obligi
- Philippe Auguste. Le bâtisseur du royaume*, Bruno Galland
- Toussaint Louverture. Le Napoléon noir*, Jean-Louis Donnadiou
- Le duc de Vendôme. La gloire ou l'imposture*, Fadi El Hage